

CONSEIL D'ETAT, SECTION D'ADMINISTRATION.

A R R E T

n° 85.623 du 24 février 2000

A.84.945/XIII-1366

En cause :     **DE GEYTER** Robert,  
                  rue de l'Escalier 4/1  
                  1000 Bruxelles,  
  
                  contre :  
  
                  **le Gouverneur de l'Arrondissement  
                  administratif de Bruxelles-Capitale.**

-----  
**LE PRESIDENT F.F. DE LA XIII<sup>e</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 23 juin 1999 par Robert DE GEYTER qui demande l'annulation des décisions prises les 17 et 19 mai 1999 par le gouverneur de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale, d'une part de retirer les autorisations de détention de ses deux armes de défense et, d'autre part, de refuser de lui octroyer une autorisation de détention d'une arme de défense;

Vu le mémoire en réponse;

Vu le rapport de M. THIBAUT, auditeur au Conseil d'Etat, rédigé sur la base de l'article 14bis, § 1<sup>er</sup>, du règlement général de procédure;

Vu l'ordonnance du 19 janvier 2000 ordonnant le dépôt du rapport et convoquant les parties à comparaître le 17 février 2000 à 9.30 heures;

Vu la notification de cette ordonnance et du rapport aux parties;

Entendu, en son rapport, M. LEROY, conseiller d'Etat;

Entendu, en leurs observations, le requérant et M. RAF DEROO, comparaissant pour la partie adverse;

Entendu, en son avis conforme, M. KOVALOVSKY, auditeur au Conseil d'Etat;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que le mémoire en réponse a été notifié au requérant le 16 septembre 1999; que celui-ci n'a pas déposé de mémoire en réplique dans le délai réglementaire; qu'en application de l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

#### **D E C I D E :**

##### **Article 1<sup>er</sup>.**

La requête est rejetée.

##### **Article 2.**

Les dépens, liquidés à la somme de 7.000 francs, sont mis à charge du requérant.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique  
de la XIII<sup>e</sup> chambre, le vingt-quatre février deux mille  
par :

MM. LEROY,	conseiller d'Etat, président f.f.,
SCOHY,	greffier assumé.

Le Greffier ass.,

Le Président f.f.,

G. SCOHY.

M. LEROY.